



## **Déclaration liminaire liste d'aptitude de B en A novembre 2017/2018**

DRFIP DES HAUTS-DE-FRANCE et du DEPARTEMENT du NORD

Monsieur Le Président,

Aujourd'hui nous nous retrouvons pour étudier les propositions locales pour la liste d'aptitude 2018 au grade d'inspecteur des Finances publiques.

Les élus **F.O.-DGFIP** en profitent pour marquer une nouvelle fois leur attachement à ce mode de recrutement qui permet aux collègues qui n'ont pas eu la possibilité de préparer les concours de bénéficier d'une promotion amplement méritée.

Nous dénonçons la baisse constante du nombre de potentialités, qui pénalise, notamment, le Nord qui n'a que 3 promotions possibles cette année contre 4 l'an dernier et 5 en 2016 pour 92 candidatures. A ce rythme, nous n'aurons plus aucune promotion à l'horizon 2022.

Nous condamnons la politique des pouvoirs publics visant à réduire les promotions, en particulier à la DGFIP. Ainsi, au niveau national, le volume des potentialités est de 84 pour le B en A pour 2017 soit, pour la première fois, moins de potentialités que de départements. Pour mémoire : il était de 137 en 2017 soit une diminution de 40 % en un an.

En deux ans, les promotions nationales de B en A ont donc été divisées par deux !!

Si le volume des potentialités de C en B reste stable avec 515 promotions cette année, rappelons qu'il était de 695 en 2016. Il avait donc déjà subi une baisse de 26 % en un an.

Les listes d'aptitude, vous en conviendrez, sont réduites à peau de chagrin et verrouillées.

D'ailleurs, le plan de qualification ministériel, qui permet des promotions au-delà de ce que prévoit le statut et qui était passé, pour le B en A de 585 promotions par an de 2009 à 2012 à 50 promotions l'an dernier soit une baisse de 91 %, est purement et simplement supprimé cette année.

Difficile pour les collègues concernés de compter sur les concours internes pour se rattraper : 150 places à l'examen professionnel 2018 et 170 places au concours interne 2018 contre 511 places au concours externe.

Pour en revenir à l'ordre du jour de cette CAPL, 92 collègues font valoir leurs titres cette année dans le Nord pour seulement 3 potentialités. 3 collègues sont déjà classés «excellents», 12«très bons» et 77 «à revoir».

Compte tenu de la très faible potentialité accordée au département du Nord, les élus **F.O.-DGFIP** militeront pour que cette CAP locale ne se limite pas au classement de 3 collègues dans la catégorie «excellent» et ce afin notamment de pouvoir récupérer certains dossiers en CAPN.

Pour conclure,

**F.O.-DGFIP** avec la FGF-FO rappelle sa totale opposition à la loi El Khomri et à tous les textes remettant en cause les garanties collectives des salariés.

**F.O.-DGFIP** rappelle son rejet d'une vision de l'avenir de la Fonction publique et de ses services se réduisant au dogme permanent de la réduction de la dépense publique et condamne l'orientation prise par le gouvernement dans le cadre de l'Action publique 2022.

A cela, **F.O.-DGFIP** oppose ses revendications :

- Défense du statut général des fonctionnaires et des statuts particuliers ;
- Augmentation immédiate de 16 % de la valeur du point d'indice pour compenser la perte de pouvoir d'achat depuis 2000 ;
- Non à l'augmentation de la CSG et pour le financement de la protection sociale par les cotisations ;
- Arrêt des suppressions de postes et titularisation des contrats aidés ;
- Non au jour de carence ;
- Amélioration des carrières et des conditions de travail ;
- Abandon du projet de loi instaurant la sélection à l'université ;

Pour FORCE OUVRIERE, il est indispensable et urgent de permettre à chacun-une, dans le public comme dans le privé, de pouvoir bénéficier d'un emploi stable, de qualité et aussi d'une formation professionnelle à la hauteur des métiers, des missions exercées et des choix professionnels des salarié-es et des agent-es.

Enfin, **FO-DGFIP** appelle l'ensemble des agents à être dans l'action, dans les prochains jours et en amont de la journée de grève nationale programmée le 16 novembre prochain pour faire cesser un plan social sans précédent à la DGFIP, qui met nos missions en péril et les privatise et par delà, menace la Fonction publique dans son ensemble.

Les élus **F.O.-DGFIP** Nord à la CAPL N°1